



GESTION PUBLIQUE

La veille internationale en brèves

N° 77 – avril 2017

Précisions méthodologiques

- Les Brèves et les Réactives sont élaborées à partir d'une analyse de sources d'informations et de rapports publiés tant par les administrations publiques européennes et étrangères, les organisations internationales que dans la presse, notamment.
- Leur objectif est d'apporter un éclairage comparatif sur les réformes de la gestion publique, principalement dans les pays de l'OCDE.
- Elles ne reflètent pas le point de vue de l'IGPDE.
- Pour des questions de format, nous indiquons seulement un ou deux liens ayant permis de rédiger l'information. Si d'autres ressources ont été utilisées, elles apparaissent entre parenthèses dans le corps du texte.
- La reproduction est autorisée avec mention de la source.

Note réactive du mois

N° 92 – Slovaquie l'initiative « Value for Money »



Une semaine après le résultat du référendum britannique qui allait déclencher la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, la république slovaque prenait – pour la première fois depuis son adhésion en 2004 – la présidence du Conseil. Un défi supplémentaire pour Bratislava qui continue à miser sur une croissance en progression régulière, fortement liée aux échanges avec les autres États membres. Pour autant, elle a initié un programme de réforme innovant, afin de rationaliser ses dépenses publiques dans plusieurs secteurs.

[en savoir plus](#)

jfa

Actualité de la gestion publique

1 - Gestion de la performance (audits, budget, indicateurs)

Danemark



En remboursant, le 20 mars, un dernier prêt extérieur de 1,5 milliard de dollars, le royaume scandinave a rejoint le cercle très restreint des pays dont la **dette souveraine ne comporte pas de devises étrangères** (comme l'Allemagne, la Norvège ou le Luxembourg). Le pays peut désormais se passer de dettes en devises **grâce à sa politique de parité vis-à-vis de l'euro** (avec une fluctuation maximale de 0,5 %). Le montant de devises achetées pour freiner l'ascension de la couronne a **constitué des réserves deux fois plus importantes** qu'il y a dix ans. La banque centrale n'a donc plus besoin d'avoir recours à ce type de financement pour **alimenter ses réserves de change**.

[en savoir plus](#)

jfa

États-Unis



Partant du constat que les **données de l'Administration** mises à la disposition des citoyens américains, conformément à la Data Act de 2014, **ne sont pas simples à exploiter**, à combiner ou à comparer entre elles, Steve Ballmer – P-DG de Microsoft de 2000 à 2014 – a lancé le site www.usafacts.org en collaboration avec l'université de Pennsylvanie et la société de développement graphique Artefact. Il présente son projet (deux ans de travail pour un coût de dix millions de dollars) comme « une **initiative civique non partisane** et à but non lucratif sans aucun agenda politique ni motif commercial ». L'information est fournie **comme un service public gratuit**. Les gestionnaires du site le maintiendront et l'enrichiront.

[en savoir plus](#)

jfa

Norvège



Norges Bank Investment Management, qui **gère le fonds souverain** – premier mondial et actuellement estimé à 855 milliards d’euros – a publié un [rapport](#) dans lequel elle a, pour la première fois, chiffré **les effets de ses règles strictes en matière d’éthique** (depuis 2005, aucun investissement ne peut être effectué dans des sociétés impliquées dans la production de tabac, la fabrication d’armes, la violation de droits humains ou la destruction environnementale). Le document précise qu’en onze ans, ces **catégories d’exclusion ont fait baisser la progression** de 1,91 %. Le gouvernement a annoncé **qu’aucun changement** ne serait apporté. Le fonds souverain a obtenu un **rendement annuel de 6,9 %** pour l’année 2016.

[en savoir plus](#)

jfa

Nouvelle-Zélande



Rodney Scott, de l’université de Nouvelle-Galles du Sud, et Ross Boyd, de la Commission des Services publics, ont publié un [rapport d’évaluation](#) sur le **dispositif de « responsabilité collective »** mis en place par le gouvernement en 2012 pour apporter une **meilleure réponse à la mise en œuvre de dix politiques publiques transversales** aux indicateurs de résultat communs à plusieurs agences, jugés insatisfaisants. Au regard des cas étudiés, les auteurs font le constat que « le système de responsabilité collective "aveugle" **fonctionne mieux que les méthodes antérieures**, comme la nomination d’un chef de file au sein des différentes agences gouvernementales concernées ». Fort de ce succès, le gouvernement a annoncé **qu’il allait renouveler l’expérience**.

[en savoir plus](#)

jfa

2 - Organisation et mise en œuvre du service public

Canada



Les 43 ministères et organismes fédéraux **ne seront bientôt plus contraints d’avoir recours** aux prestations de Services Partagés Canada (agence fédérale créée en 2011 pour gérer les infrastructures en matière de technologie de l’information). Un nouveau texte **assouplira cette mutualisation** en permettant à **nouveau** aux administrations de **passer des marchés** d’équipement ou de services informatiques. Le gouvernement veut ainsi **apporter une réponse aux plaintes récurrentes** émises par les services de l’État (forte augmentation du nombre d’incidents au ministère de l’Intérieur, retards ayant impacté la fourniture de données statistiques au ministère des Finances).

[en savoir plus](#)

jfa

Espagne



Un « **guichet unique** » d’information a été ouvert au sein de l’ambassade londonienne pour traiter les demandes des citoyens espagnols en relation avec les **conséquences que le retrait du Royaume-Uni de l’Union européenne pourrait avoir sur leur situation personnelle** et celle des membres de leur famille. Ils pourront y obtenir **toutes les précisions utiles** relatives à leurs nouveaux droits en tant que résidents permanents, mais aussi à d’autres domaines tels que la couverture sociale, la situation fiscale ou la reconnaissance des qualifications. Ce **nouveau point d’accueil** permettra aux deux consulats (Londres et Édimbourg) de se concentrer sur leurs missions d’état civil et d’assistance.

[en savoir plus](#)

jfa

Pologne



En matière d’investissement public, le gouvernement souhaite que chaque projet, dont la valeur dépasse 300 millions de zlotys (70 millions d’euros) soit **financé sur un modèle de partenariat public-privé**. L’annonce a été faite par Witold Słowik, vice-ministre du Développement. Les projets **cofinancés par l’Union européenne ou associés à la Défense nationale** ne seront, en revanche, pas soumis à cette mesure. Le pays prévoit une **diminution des fonds européens** et le budget de l’État ne pourra pas supporter l’ensemble des dépenses d’investissement. Le projet de loi prévoit que le Conseil des ministres pourra, à titre exceptionnel, **autoriser des dérogations**.

[en savoir plus](#)

jfa

Royaume-Uni



Alors même que le chef du gouvernement, Theresa May, a officialisé la demande de retrait de son pays de l’Union européenne, l’*Institute for Government* a publié un [rapport](#) dans lequel il indique que le Parlement devra **adopter près de 15 nouvelles lois** avant que celui-ci ne soit effectif. Les analystes précisent que **des « milliers de pages de réglementation »** touchant notamment à l’immigration, au commerce et à l’agriculture vont devoir être rédigées. Ils **attirent l’attention sur « l’énorme fardeau »** que le Brexit fera peser sur les législateurs et les ministères, leur laissant « peu de temps pour autre chose ». Le **renouvellement anticipé** de la Chambre des communes est annoncé pour le 8 juin.

[en savoir plus](#)

jfa

3 - Qualité de service, relation à l'utilisateur, e-administration

Allemagne 	<p>Le ministère fédéral de la Justice et de la Protection des consommateurs a publié un guide à l'intention des développeurs d'applications pour smartphones sur la façon de les rendre plus favorables aux consommateurs. Il présente les meilleures pratiques pour s'assurer que l'application protège les données personnelles, respecte les droits des consommateurs et ne nuise pas aux mineurs. Le guide est un travail de coopération entre distributeurs, développeurs et testeurs d'applications, auxquels se sont joints des spécialistes de la protection des consommateurs, des données et de la jeunesse. Une association (SIRW) recueillera des commentaires sur le guide et aidera à le développer davantage.</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>
Irlande 	<p>Charlie Flanagan, ministre des Affaires étrangères et du Commerce, a lancé, le 30 mars, le nouveau service en ligne de renouvellement des passeports et des cartes d'identité. L'innovation est présentée comme l'une des plus importantes des quinze dernières années. Les titres émis seront disponibles dans un délai cible de dix jours maximum et une réduction de dix euros sera appliquée en cas de demande simultanée. Ce nouveau dispositif doit permettre également de libérer des effectifs pour traiter les demandes massives de citoyens britanniques qui veulent acquérir la nationalité irlandaise (et pour lesquelles 200 agents temporaires ont dû être embauchés).</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>
Italie 	<p>En lançant un site pour les développeurs de services publics numériques italiens, le gouvernement a créé son propre label d'administration électronique. developers.italia.it est un site qui fournit un code source, un système de gestion documentaire moderne et des outils interactifs pour coordonner et développer plus efficacement les projets numériques de l'administration publique. Giovanni Bajo, de l'équipe pour la transformation numérique du gouvernement, explique : « Nous allons lancer sur les deux années à venir des appels à projet pour de nombreux travaux de développement de logiciels et encourageons toutes les entreprises innovantes, y compris les startups, à nous rejoindre ».</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>
Lettonie 	<p>Pour la première fois, plus de vingt institutions, organismes publics et associations se sont unis dans une initiative commune en lançant le mouvement anti-fraude #FraudOff! afin de combiner leurs efforts dans la lutte contre l'économie parallèle, la corruption et toutes les activités frauduleuses affectant le budget de l'État. Selon un récent sondage, 65,8 % des résidents sont d'avis que l'Administration a un niveau important d'iniquité. Sur le site www.fraudoff.eu (ou www.atkrapies.lv), il est possible d'effectuer des signalements, mais aussi de télécharger des supports de communication pour le Web et les réseaux sociaux. Une exposition se tient dans le plus grand centre commercial de Riga jusqu'au 2 mai.</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>

4 - Gestion des ressources humaines

Union européenne 	<p>Le projet européen visant à mieux prévenir et traiter les risques psychosociaux dans les administrations d'État s'est conclu lors de la conférence qui s'est tenue à Berlin, les 14 et 15 mars 2017. Cet événement a été l'occasion de montrer les résultats de ce travail de 18 mois financé par la Commission européenne et porté par le Comité de dialogue social des administrations des gouvernements centraux (ce comité rassemble les administrations de 17 pays de l'Union européenne et les organisations syndicales issues des 28 États membres). À cette occasion ont été présentés : une étude comparant les législations et processus en Europe et un guide rassemblant un panel de bonnes pratiques mises en œuvre dans des administrations en Europe pour lutter contre les RPS. La production générée par le projet (étude, guide et vidéo) sera largement diffusée dans le courant du printemps 2017.</p> <p>Pour rappel, sur le même sujet, en septembre dernier s'était tenu à Vilnius un premier séminaire qui traitait du thème « bien-être et santé – sécurité au travail dans les administrations centrales » suivi, en novembre, d'un second séminaire à Madrid qui traitait plus particulièrement des violences externes, en augmentation, envers le service public et ses agents.</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>
---	--

Belgique



Le **télétravail fait de plus en plus d'émules** au sein de l'Administration fédérale. Selon les derniers chiffres publiés, au 1^{er} janvier 2016, 18 285 agents (**soit près d'un sur quatre**) travaillaient au moins un jour par semaine depuis leur domicile. Un chiffre qui a été **multiplié par dix en cinq ans**. Béatrice Collin, porte-parole du ministre de la Fonction publique indique que « le fonctionnaire doit pouvoir **gérer son temps ainsi que son lieu de travail**. Cela conduit à un meilleur équilibre entre vie privée et vie professionnelle ». Elle rappelle que la promotion du télétravail (qui a fait l'objet d'un arrêté royal en 2011) s'intègre dans un **dispositif global**, dont un « **plan antiburn-out** » qui va être déposé dans les prochains mois.

[en savoir plus](#)

jfa

Brésil



Michel Temer, président de la République, s'est engagé dans une **vaste réforme des retraites** qu'il considère comme cruciale pour la reprise économique du pays, en pleine récession. La mesure se heurte à une opposition parlementaire qui la juge anticonstitutionnelle, mais aussi aux **syndicats du secteur public qui ont appelé à des grèves massives**. Face à ces mouvements de protestation, le gouvernement a proposé que la réforme **ne s'applique pas aux fonctionnaires des États et des municipalités**. Seuls les agents publics fédéraux (environ 15 %) seraient donc concernés. Ce revirement est fortement critiqué par les observateurs (FMI, agences de notation) qui y voient une **baisse de 40 % des économies attendues**.

[en savoir plus](#)

jfa

Roumanie



Lia Olguța Vasilescu, ministre du Travail et de la Justice sociale, a présenté la **nouvelle loi sur la rémunération des fonctionnaires**. Elle repose sur deux principes : la **non-discrimination** (le recrutement devra se faire sur la même base salariale en cas de diplôme équivalent) et la **hiérarchie** (aucun subordonné ne doit percevoir une rémunération plus élevée que celle de son supérieur). La mise en œuvre doit s'effectuer d'ici à 2020, par groupe de métiers. Elle a été chiffrée à 32 milliards de lei (7 milliards d'euros). Le Conseil des Finances publiques a **émis des réserves** en indiquant que, au sein de l'Union européenne, le pays affiche déjà **l'écart le plus important entre les salaires moyens** des secteurs public et privé (+12 %).

[en savoir plus](#)

jfa

Suisse



Comme c'est le cas dans de nombreux pays, certains personnels du département fédéral des Affaires étrangères (corps diplomatique, agents consulaires et d'ambassade) sont amenés à changer de poste tous les quatre ans. Le Conseil fédéral a donné son accord pour qu'un **système rénové de rotation** soit mis en place à compter de 2019. Le principe d'ancienneté (pour obtenir des postes très demandés) ne sera plus prioritaire. Les **affectations devront se faire en tenant compte de l'adéquation** entre les missions du poste et les compétences de l'agent. Le nouveau système permettra à l'Administration de **réagir avec plus de souplesse** aux diverses priorités de la politique extérieure.

[en savoir plus](#)

jfa

INSTITUT DE LA GESTION PUBLIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : ANNE-HÉLÈNE ROIGNAN, DIRECTRICE GÉNÉRALE
RÉDACTEUR EN CHEF : MARCEL GUENOUN, DIRECTEUR DE LA RECHERCHE
COORDONNATEUR DE LA PUBLICATION : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN
ÉQUIPE DE RÉDACTION / RELECTURE : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN (*jfa*) / NADINE BERNET
RÉALISATION ET MISE EN PAGE : IGPDE - BUREAU DE LA RECHERCHE

recherche.igpde@finances.gouv.fr – [@Igpde_Gp](https://twitter.com/Igpde_Gp)

<http://www.economie.gouv.fr/igpde-editions-publications/presentation-gestion-publique>

PUBLICATION MENSUELLE – ISSN 2105-0740 – © IGPDE 2017

